

**COMMUNIQUÉ****Rencontre France-Balkans-Europe à Dijon:****L'adhésion des Balkans occidentaux :  
Les élus locaux plaident pour que l'Union européenne passe à la  
vitesse supérieure**

Le 1er décembre 2022

**Une soixantaine d'élus et de représentants et de représentantes de collectivités territoriales françaises et leurs homologues des 6 pays des Balkans occidentaux<sup>1</sup> étaient réunis mardi 29 novembre 2022 à Dijon pour une rencontre proposée par l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) à l'invitation de la ville de Dijon et de Dijon-Métropole.**

En ouverture des travaux, **Sladana ZIVKOVIC**, Adjointe au Maire de Dijon, Vice-Présidente de Dijon-Métropole et Présidente de la commission « Europe et Voisinage de l'AFCCRE » a rappelé que ce rendez-vous s'inscrivait dans une démarche engagée de longue date par notre Association, dans le même esprit d'ouverture que durant les précédents élargissements de l'Union européenne, avec le souhait d'apporter sa pierre au processus.

Elle a souligné que dans un contexte géopolitique extrêmement tendu où la stabilité de cette région est de plus en plus fragile, la question de la perspective européenne des Balkans occidentaux est revenue avec force à l'agenda européen. Le sommet UE Balkans occidentaux qui s'est tenu en juin 2022 sous la Présidence Française de l'Union européenne a permis de remettre la machine en marche. Les négociations d'adhésion ouvertes avec la Macédoine du Nord et avec l'Albanie, l'attribution prochaine du statut de pays candidat à la Bosnie-Herzégovine marquent les récentes avancées d'une politique qui semblait à l'arrêt.

Dans ce contexte positif de relance des négociations -une semaine avant le prochain sommet UE-Balkans occidentaux du 6 décembre prochain à Tirana-, l'objectif de cette rencontre était d'identifier, notamment pour les collectivités territoriales, les enjeux liés au processus d'intégration européenne des Balkans occidentaux.

Ce temps de travail était organisé avec le soutien de la Délégation à l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) représentée par **Jean-Paul GUIHAUME** et en lien avec les ambassades de France dans les Balkans,

Ouvrant le débat sur le processus d'adhésion **Florent MARCIAQ**, co-Directeur de l'Observatoire des Balkans à la Fondation Jean Jaurès a souligné qu'il convient de réformer le processus car « *la recette concoctée dans les années 2000* », ne permet pas de répondre aux enjeux actuels. Il a évoqué l'idée d'une « intégration graduelle », reprise par **Lukas MACEK**, Directeur de Sciences-Po Dijon, qui s'est prononcé pour l'ouverture d'un nouvel espace politique ouvert aux pays candidats afin de combler le vide entre les non-membres et entre les membres de l'UE. Dans cet esprit, la Communauté Politique Européenne pourrait être « *un espace d'intégration et un lieu de socialisation des leaders européens* ».

**Pierre PRIBETICH**, Adjoint au Maire de Dijon, 1<sup>er</sup> Vice-Président de Dijon-Métropole, a rappelé que « *la question principale et l'objectif majeur, c'est la paix* » et que « *la seule façon d'avoir la paix, c'est d'accélérer l'intégration* » en privilégiant une démarche plus politique.

---

<sup>1</sup> Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie

Les nombreux élus locaux et représentants des Associations nationales de collectivités territoriales d'Europe du Sud-Est qui se sont succédé à la tribune ont tenu à affirmer l'appartenance de leur pays à l'Europe et leur attachement à l'objectif d'adhésion. Tous ont estimé également qu'il était temps de passer à la vitesse supérieure au risque d'aggraver la « *fatigue de l'élargissement* » dans les opinions publiques. A ce propos, **Vincent CHAUVET**, Maire d'Autun et membre du Comité Européen des Régions a plaidé pour que les collectivités territoriales soient davantage associées et consultées dans le cadre des négociations d'adhésion.

En clôture de la rencontre, **Sladana ZIVKOVIC** a insisté sur la nécessité de poursuivre le dialogue en confiance entre représentants locaux et de valoriser la contribution des collectivités territoriales au processus d'élargissement de l'Union européenne. C'est pourquoi, l'AFCCRE prendra l'initiative de proposer, en lien avec le réseau des Associations des Autorités Locales d'Europe du Sud Est (Nalas) la création d'un Comité permanent des élus locaux des pays candidats à l'adhésion à L'Union européenne au sein du Conseil de Communes et Régions d'Europe (CCRE).

**Contact :**

Philippe TARRISSON  
Directeur du pôle Echanges et Partenariats européens  
de l'AFCCRE  
[Philippe.tarrisson@afccre.org](mailto:Philippe.tarrisson@afccre.org)

Victor Romano  
Chargé de communication de l'AFCCRE  
[victor.romano@afccre.org](mailto:victor.romano@afccre.org)

